

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Farnham _____

Code géographique : 46112 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Laguë, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Farnham pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-04-26 Signature _____

Dernière modification : 2011-05-16 08:36:36

Réservé au ministère

32 445 450	1 456 663	7 289 087	1,3376
------------	-----------	-----------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Farnham et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Farnham et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Roxton Pond inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 13, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) consolidé de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) consolidé accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme consolidé.

Le budget apparaissant dans ce rapport financier n'a pas fait l'objet d'audit.

Samson Bélair/Deloitte & Touche, s.e.n.c.r.l. (1)

(1) Comptable agréé auditeur permis no 9503

DATE 2011-05-16

Dernière modification : 2011-05-16 08:36:36

Réservé au ministère

32 445 450	1 456 663	7 289 087	1,3376
------------	-----------	-----------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-05-16 08:36:36

Réservé au ministère

32 445 450	1 456 663	7 289 087	1,3376
------------	-----------	-----------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	8 074 502	8 514 100	8 389 743			8 389 743
Paiements tenant lieu de taxes	2	648 296	641 700	620 677			620 677
Quotes-parts	3						
Transferts	4	656 232	622 000	794 689			794 689
Services rendus	5	738 784	550 000	783 914		941 867	1 725 781
Imposition de droits	6	248 208	207 300	415 847			415 847
Amendes et pénalités	7	52 742	61 500	68 504			68 504
Intérêts	8	93 941	62 000	99 785		17 641	117 426
Autres revenus	9	51 613		118 468		102 872	221 340
	10	10 564 318	10 658 600	11 291 627		1 062 380	12 354 007
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	4 289 412	2 706 300	368 836			368 836
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	54 544		13 004			13 004
Autres	15	32 301		64 014			64 014
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	4 376 257	2 706 300	445 854			445 854
	18	14 940 575	13 364 900	11 737 481		1 062 380	12 799 861
Charges							
Administration générale	19	1 236 754	1 292 600	1 242 956	49 149	79 703	1 371 808
Sécurité publique	20	1 432 274	1 503 100	1 525 865	143 775		1 669 640
Transport	21	1 324 145	1 330 300	1 315 721	546 832		1 862 553
Hygiène du milieu	22	2 126 808	2 150 800	1 949 841	635 795	715 486	3 301 122
Santé et bien-être	23	71 552	73 000	43 411			43 411
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 033 125	1 114 000	1 018 289	13 089		1 031 378
Loisirs et culture	25	1 221 392	1 268 000	1 277 488	257 965	141 596	1 677 049
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	268 080	559 300	386 191		46	386 237
Amortissement des immobilisations	28	1 347 691	1 466 441	1 646 605	(1 646 605)		
	29	10 061 821	10 757 541	10 406 367		936 831	11 343 198
Excédent (déficit) de l'exercice	30	4 878 754	2 607 359	1 331 114		125 549	1 456 663

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 878 754		2 607 359		1 331 114	125 549	1 456 663
Moins: revenus d'investissement	2	(4 376 257 )	(	2 706 300 )	(	445 854 )	(	445 854)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	502 497		(98 941)		885 260	125 549	1 010 809
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	1 347 691		1 466 441		1 646 605	337 193	1 983 798
Produit de cession	5	20 122				6 367	10 787	17 154
(Gain) perte sur cession	6	(284)				(6 172)	(1 349)	(7 521)
Réduction de valeur	7						6 849	6 849
	8	1 367 529		1 466 441		1 646 800	353 480	2 000 280
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	9 740				25 558		25 558
Réduction de valeur	10							
	11	9 740				25 558		25 558
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12	47 834						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	(7 731)						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15	40 103						
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	225 235		200 000		133 375		133 375
Remboursement de la dette à long terme	17	(227 079 )	(	410 700 )	(	477 510 )	(	477 510)
	18	(1 844)		(210 700)		(344 135)		(344 135)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(836 670 )	(	3 729 600 )	(	965 114)	(94 637)	(1 059 751)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 563						
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(190 529)		(133 500)		(190 596)	(392 141)	(582 737)
Montant à pourvoir dans le futur	22							
Financement des investissements en cours	23							
	24	(1 025 636)		(3 863 100)		(1 155 710)	(486 778)	(1 642 488)
	25	389 892		(2 607 359)		172 513	(133 298)	39 215
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	892 389		(2 706 300)		1 057 773	(7 749)	1 050 024

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	4 376 257	2 706 300	445 854		445 854
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(230 005)	(361 000)	(130 494)	()	(130 494)
Sécurité publique	3	(31 194)	(79 400)	(26 161)	()	(26 161)
Transport	4	(1 243 251)	(2 741 400)	(497 121)	()	(497 121)
Hygiène du milieu	5	(1 265 759)	(6 202 000)	(4 725 591)	(93 667)	(4 819 258)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(979 837)	(432 000)	(316 276)	()	(316 276)
Loisirs et culture	8	(705 022)	(311 700)	(637 603)	(970)	(638 573)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(4 455 068)	(10 127 500)	(6 333 246)	(94 637)	(6 427 883)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(43 085)	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(50 740)	(50 700)	(47 017)	()	(47 017)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 780 502	6 097 500			
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	836 670	3 729 600	965 114	94 637	1 059 751
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			94 401		94 401
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	789 157	351 100	559 066		559 066
	17	1 625 827	4 080 700	1 618 581	94 637	1 713 218
	18	2 857 436		(4 761 682)		(4 761 682)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	7 233 693	2 706 300	(4 315 828)		(4 315 828)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010	Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 878 754	2 607 359	1 331 114	125 549	1 456 663	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(4 455 068)	(10 127 500)	(6 333 246)	(94 637)	(6 427 883)	
Produit de cession	3	20 122		6 367	10 787	17 154	
Amortissement	4	1 347 691	1 466 441	1 646 605	337 193	1 983 798	
(Gain) perte sur cession	5	(284)		(6 172)	(1 349)	(7 521)	
Réduction de valeur	6				6 849	6 849	
	7	(3 087 539)	(8 661 059)	(4 686 446)	258 843	(4 427 603)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(33 345)		63 048		63 048	
Variation des stocks de fournitures	9	307		(4 801)		(4 801)	
Variation des autres actifs non financiers	10	(2 634)		12 029	(591)	11 438	
	11	(35 672)		70 276	(591)	69 685	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	1 755 543	(6 053 700)	(3 285 056)	383 801	(2 901 255)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(8 610 427)		(6 854 884)	249 065	(6 605 819)	
Redressement aux exercices antérieurs	14			59 306		59 306	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(8 610 427)		(6 795 578)	249 065	(6 546 513)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(6 854 884)		(10 080 634)	632 866	(9 447 768)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	Total consolidé
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	636 091	735 951	132 645	868 596	949 653
Placements temporaires	2			500 000	500 000	
Débiteurs (note 5)	3	6 217 799	6 068 526	137 094	6 205 620	6 333 382
Prêts (note 6)	4	131 264	280 737		280 737	131 264
Placements à long terme (note 7)	5	188 870	235 887	399 240	635 127	504 414
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	7 174 024	7 321 101	1 168 979	8 490 080	7 918 713
PASSIFS						
Découvert bancaire	10		480 551		480 551	
Emprunts temporaires	11		3 925 000	12	3 925 012	12
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	1 814 677	1 627 842	536 101	2 163 943	2 310 289
Revenus reportés (note 11)	13	33 334	28 003		28 003	33 334
Dette à long terme (note 12)	14	12 180 897	11 340 339		11 340 339	12 180 897
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15					
	16	14 028 908	17 401 735	536 113	17 937 848	14 524 532
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 854 884)	(10 080 634)	632 866	(9 447 768)	(6 605 819)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	34 284 677	39 075 124	1 442 831	40 517 955	35 986 352
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	1 286 155	1 223 107		1 223 107	1 286 155
Stocks de fournitures	20	81 446	86 247	5 957	92 204	87 403
Autres actifs non financiers (note 15)	21	69 464	57 435	2 517	59 952	71 390
	22	35 721 742	40 441 913	1 451 305	41 893 218	37 431 300
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 210 116	1 595 141	7 001	1 602 142	1 224 866
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 020 599	1 289 429	634 339	1 923 768	1 262 797
Montant à pourvoir dans le futur	25					
Financement des investissements en cours	26	(1 090 399)	(5 406 227)		(5 406 227)	(1 090 399)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	27 726 542	32 882 936	1 442 831	34 325 767	29 428 217
	28	28 866 858	30 361 279	2 084 171	32 445 450	30 825 481

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 878 754	1 331 114	125 549	1 456 663
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 347 691	1 646 605	337 193	1 983 798
Autres					
-Réduction de valeur	3			6 849	6 849
-Gain sur cession	4	6 262	(6 172)	(1 349)	(7 521)
	5	6 232 707	2 971 547	468 242	3 439 789
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6			(500 000)	(500 000)
Débiteurs	7	(3 775 116)	149 273	(21 511)	127 762
Autres placements à long terme	8		(149 473)	(83 696)	(233 169)
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	104 229	(186 835)	40 489	(146 346)
Revenus reportés	11	(4 380)	(5 331)		(5 331)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Propriétés destinées à la revente	13	(33 345)	63 048		63 048
Stocks de fournitures	14	307	(4 801)		(4 801)
Autres actifs non financiers	15	(2 636)	12 029	(591)	11 438
	16	2 521 766	2 849 457	(97 067)	2 752 390
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	4 455 068 ) (	6 333 246 ) (	94 637 ) (	6 427 883)
Produit de cession	18	20 122	6 367	10 787	17 154
	19	(4 434 946)	(6 326 879)	(83 850)	(6 410 729)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 (	50 740 ) (	47 017 ) (	) (	47 017)
Remboursement ou cession	21	47 834			
	22	(2 906)	(47 017)		(47 017)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	9 773 000			
Remboursement de la dette à long terme	24 (	285 756 ) (	840 558 ) (	) (	840 558)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(7 600 000)	3 925 000		3 925 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26				
Autres					
- Ajustement surplus	27		59 306		59 306
-	28				
	29	1 887 244	3 143 748		3 143 748
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(28 842)	(380 691)	(180 917)	(561 608)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	664 933	636 091	313 562	949 653
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice ²					
	32	636 091	255 400	132 645	388 045

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	2 625 164	2 650 800	2 596 081	170 362	2 766 443
Charges sociales	2	604 722	615 800	604 371	36 748	641 119
Biens et services	3	3 379 260	3 554 200	3 323 660	293 356	3 617 016
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	211 252	355 300	260 712		260 712
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	43 421	192 000	120 879		120 879
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	13 407	12 000	4 600	46	4 646
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	230 651	179 400	179 327		179 327
Autres	10					
Autres organismes	11	1 022 721	1 245 200	1 171 092	60 100	1 231 192
Amortissement des immobilisations	12	1 347 691	1 466 441	1 646 605	337 193	1 983 798
Autres						
-	13	583 532	486 400	499 040	39 026	538 066
-	14					
-	15					
	16	10 061 821	10 757 541	10 406 367	936 831	11 343 198

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations	
		2010	2009
Revenus			
Taxes	1	8 389 743	8 074 502
Paiements tenant lieu de taxes	2	620 677	648 296
Quotes-parts	3		105 444
Transferts	4	1 163 525	4 945 644
Services rendus	5	1 725 781	1 602 178
Imposition de droits	6	415 847	248 208
Amendes et pénalités	7	68 504	52 742
Intérêts	8	117 426	132 545
Autres revenus	9	298 358	182 182
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	12 799 861	15 991 741
Charges			
Administration générale	12	1 371 808	1 347 460
Sécurité publique	13	1 669 640	1 572 655
Transport	14	1 862 553	1 764 063
Hygiène du milieu	15	3 301 122	3 421 064
Santé et bien-être	16	43 411	71 552
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 031 378	1 037 448
Loisirs et culture	18	1 677 049	1 517 084
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	386 237	276 180
	21	11 343 198	11 007 506
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 456 663	4 984 235
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	30 825 481	25 841 744
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24	163 306	(498)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	30 988 787	25 841 246
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	32 445 450	30 825 481

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalizations	
		2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 456 663	4 984 235
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(6 427 883)	(4 542 266)
Produit de cession	3	17 154	20 122
Amortissement	4	1 983 798	1 688 839
(Gain) perte sur cession	5	(7 521)	(284)
Réduction de valeur	6	6 849	32 452
	7	(4 427 603)	(2 801 137)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	63 048	(33 345)
Variation des stocks de fournitures	9	(4 801)	1 013
Variation des autres actifs non financiers	10	11 438	(2 415)
	11	69 685	(34 747)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(2 901 255)	2 148 351
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(6 605 819)	(8 754 170)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14	59 306	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(6 546 513)	(8 754 170)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(9 447 768)	(6 605 819)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	868 596	949 653
Placements temporaires	2	500 000	
Débiteurs (note 5)	3	6 205 620	6 333 382
Prêts (note 6)	4	280 737	131 264
Placements à long terme (note 7)	5	635 127	504 414
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	8 490 080	7 918 713
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	480 551	
Emprunts temporaires	11	3 925 012	12
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	2 163 943	2 310 289
Revenus reportés (note 11)	13	28 003	33 334
Dette à long terme (note 12)	14	11 340 339	12 180 897
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	17 937 848	14 524 532
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(9 447 768)	(6 605 819)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	40 517 955	35 986 352
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	1 223 107	1 286 155
Stocks de fournitures	20	92 204	87 403
Autres actifs non financiers (note 15)	21	59 952	71 390
	22	41 893 218	37 431 300
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	32 445 450	30 825 481
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 456 663	4 984 235
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 983 798	1 688 839
Autres			
- Réduction de valeur	3	6 849	32 452
- Gain sur cession	4	(7 521)	6 262
	5	3 439 789	6 711 788
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6	(500 000)	
Débiteurs	7	127 762	(3 753 750)
Autres placements à long terme	8	(233 169)	
Autres actifs financiers	9		103 929
Créditeurs et charges à payer	10	(146 346)	126 902
Revenus reportés	11	(5 331)	(4 380)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13	63 048	(33 345)
Stocks de fournitures	14	(4 801)	1 012
Autres actifs non financiers	15	11 438	(2 417)
	16	2 752 390	3 149 739
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(6 427 883)	(4 542 266)
Produit de cession	18	17 154	20 122
	19	(6 410 729)	(4 522 144)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	(47 017)	(50 740)
Remboursement ou cession	21		47 834
	22	(47 017)	(2 906)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		9 773 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(840 558)	(514 076)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 925 000	(7 721 248)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
- Ajustements surplus	27	59 306	
-	28		
	29	3 143 748	1 537 676
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(561 608)	162 365
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	949 653	787 288
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	388 045	949 653

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Farnham est un organisme municipal en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQC. c-19)

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

La Ville de Farnham présente des états financiers consolidés avec la Régie Intermunicipale d'élimination des déchets solides de Brome-Missisquoi (R.I.E.D.S.B.M.) et la Bibliothèque de Farnham.

L'organisme suivant a été consolidé sur la base de la consolidation pure:
La bibliothèque de Farnham inc.

L'organisme suivant a été consolidé sur la base de la consolidation proportionnelle selon le % détenu par le ville de Farnham soit 25%:
Régie intermunicipale d'élimination de déchets solides de Brome-Missisquoi

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Selon cette méthode les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

Par ailleurs, les dépenses d'opérations sont établies sans l'amortissement des immobilisations, du remboursement en capital de la dette à long terme ou des immobilisations ou placements à même les revenus.

C) Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen. Les stocks sont présentés au moins élevés du coût ou de la valeur nette de réalisation.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	2.63 % à 25 %
Bâtiments	2.63 %
Véhicules	5.00 % à 10 %

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Machinerie, outillage et équipement divers	10.00 % à 20 %
Ameublement et équipement de bureau	10.00 % à 20 %

Les immobilisations corporelles de la Bibliothèque sont comptabilisées au coût.
L'amortissement des immobilisations corporelles est établi selon les méthodes suivantes et aux taux suivants:

Matériel informatique et logiciels	Linéaire	25 %
Mobilier, équipement et enseigne	Dégressive	20 %

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

REER collectif - R.I.E.D.S.B.M.

Le REER collectif offert par la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminés. la charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la de l'exercice.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2010 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 3 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Le lissage des actifs sur 3 années est obtenu en calculant la moyenne arithmétique de la valeur marchande à la date d'évaluation et des années précédentes, projetées à la date d'évaluation au taux de rendement prévu des actifs en considérant les fuls financier réels.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

N/A

H) Autres éléments

PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût. Les placements temporaires sont composés d'un dépôt à terme portant intérêt au taux de 1.49% et échéant en décembre 2011.

PLACEMENTS À LONG TERME

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

PASSIF AU TITRE DES ACTIVITÉS DE FERMETURE ET D'APRÈS-FERMETURE DES SITES D'ENFOUISSEMENT

La R.I.E.D.S.B.M. assumera pour une période estimée à 30 ans, les coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides qu'elle a exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge. Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

DETTE À LONG TERME

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

CONSTATATION DES REVENUS

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

ESTIMATIONS COMPTABLES

Pour dresser les états financiers, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	735 951	250 013
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3	399 240	315 544
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	481 913	598 505
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 776 171	4 979 038
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	257 356	265 102
Organismes municipaux	8	329 530	178 444
Autres			
- Comptes clients	9	64 772	112 523
- Mutations, amendes et divers	10	295 878	199 770
	11	6 205 620	6 333 382
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	4 040 903	4 222 789
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	4 040 903	4 222 789
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 055	1 055
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	30 375	30 375
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Renouveau urbain	19	85 944	100 889
- FCCQ - Rue Principal	20	164 418	
	21	280 737	131 264
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	235 887	188 870
Autres placements	23	399 240	315 544
	24	635 127	504 414
Note			
Dépôts à terme 1.3 % à 4.05 %, échéant en janvier et mars 2012.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	(1 385 400) 217 400
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	13 375 13 618
Régimes de retraite des élus municipaux	32	14 998 14 679
	33	(1 357 027) 245 697

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	710 179 1 238 129
Salaires et avantages sociaux	38	251 495 292 608
Dépôts et retenues de garantie	39	591 867 251 893
Provision pour contestations d'évaluation	40	16 103
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	373 532 340 006
Autres		
- Taxes sur les redevances	42	83 705 48 076
- Intérêts courus	43	83 022 90 555
- Autres	44	54 040 49 022
-	45	
-	46	
	47	2 163 943 2 310 289

Note

11. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
- Surplus actuariel RREM	50	28 003 33 334
-	51	
	52	28 003 33 334

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,90	4,60	2011	2015	53	11 326 600	12 161 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	0,00	0,00	2011	2011	55	13 739	19 097
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	11 340 339	12 180 897
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	()	()
					61	11 340 339	12 180 897

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2010</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2011	62	70	1 960 600	78	87	13 739	95	1 974 339
2012	63	71	1 301 500	79	88		96	1 301 500
2013	64	72	579 000	80	89		97	579 000
2014	65	73	3 550 000	81	90		98	3 550 000
2015	66	74	3 935 500	82	91		99	3 935 500
2016 et +	67	75		83	92		100	
	68	76	11 326 600	84	93	13 739	101	11 340 339
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	77	11 326 600	86	94	13 739	103	11 340 339

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>	
COÛT						
Infrastructures						
Eau potable	104	9 256 833	132	159	(1 118 343) 186	10 375 176
Eaux usées	105	15 109 689	133	160	(30 286) 187	15 139 975
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	15 030 332	134	161	(420 451) 188	15 450 783
Autres	107	9 041 733	135	836 162	183 258 189	8 859 311
Réseau d'électricité	108		136	163	190	
Bâtiments	109	10 527 378	137	164	(84 058) 191	10 611 436
Améliorations locatives	110		138	165	192	
Véhicules	111	2 091 558	139	2 125 166	35 242 193	2 058 441
Ameublement et équipement de bureau	112	984 874	140	970 167	(109 527) 194	1 095 371
Machinerie, outillage et équipement divers	113	3 320 072	141	46 250 168	(130 302) 195	3 496 624
Terrains	114	172 078	142	169	8 499 196	163 579
Autres	115		143	170	197	
	116	<u>65 534 547</u>	144	<u>50 181</u> 171	<u>(1 665 968)</u> 198	<u>67 250 696</u>
Immobilisations en cours	117	<u>2 780 137</u>	145	<u>6 377 702</u> 172	<u>1 845 991</u> 199	<u>7 311 848</u>
	118	<u>68 314 684</u>	146	<u>6 427 883</u> 173	<u>180 023</u> 200	<u>74 562 544</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ						
Infrastructures						
Eau potable	119	6 182 055	147	174	2 381 825 201	3 800 230
Eaux usées	120	8 581 280	148	502 789 175	(2 381 825) 202	11 465 894
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	5 810 265	149	389 798 176	203	6 200 063
Autres	122	5 173 789	150	417 417 177	86 204	5 591 120
Réseau d'électricité	123		151	178	205	
Bâtiments	124	2 604 438	152	235 046 179	77 502 206	2 761 982
Améliorations locatives	125		153	180	207	
Véhicules	126	1 205 154	154	201 704 181	23 096 208	1 383 762
Ameublement et équipement de bureau	127	889 934	155	38 043 182	55 587 209	872 390
Machinerie, outillage et équipement divers	128	1 881 417	156	199 001 183	111 270 210	1 969 148
Autres	129		157	184	211	
	130	<u>32 328 332</u>	158	<u>1 983 798</u> 185	<u>267 541</u> 212	<u>34 044 589</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>35 986 352</u>			213	<u>40 517 955</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations						
Coût	214		217	219	221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>			223	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	889 911	958 554
Immeubles industriels municipaux	225	308 883	309 078
Autres	226	24 313	18 523
	227	1 223 107	1 286 155
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	1 223 107	1 286 155

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	59 952	71 142
Frais reportés			
-	231		248
-	232		
	233	59 952	71 390

Note**16. Engagements contractuels**

a) En vertu de conventions avec la Société d'Habitation du Québec, la Ville de Farnham s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 10% aux déficits d'exploitation de l'Office Municipal d'Habitation de Farnham qu'elle reconnaît.

b) La Ville de Farnham est liée en vertu des contrats suivants:

La municipalité s'est engagée à verser 175 390 \$ en 2010 et 2011 et 146 576 \$ en 2012 pour un total de 321 966 \$ relativement à des contrats de surveillance et d'entretien des chemins en période hivernale.

La municipalité s'est engagée à verser 121 803 \$ en 2010 relativement à un contrat de traitement des et valorisation des boues de l'usine d'épuration.

La municipalité s'est engagée à verser 6 976 \$ en 2010 relativement à un contrat d'entretien du réseau d'éclairage public.

La municipalité s'est engagée à verser:

2010	102 120 \$
2011	39 981 \$
2012	112 352 \$
2013	39 981 \$
2014	113 956 \$
2014	127 988 \$

Pour un total de 536 378 \$ relativement à un contrat de services professionnel en évaluation foncière.

Engagement de crédit

En vertu d'une entente signée avec la Société Québécoise d'assainissement des Eaux, la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

municipalité s'est engagée à rembourser à la société sur une période de 20 ans, sa part des travaux représentant 10 % d'un montant total de 9 128 240 \$.

Au 31 décembre 2009, le solde dû est de 19 097 \$.

R.I.E.D.S.B.M.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Régie a obtenu son certificat d'autorisation du gouvernement du Québec pour l'agrandissement du site actuel. Les travaux d'agrandissement sont complétés et l'utilisation du nouveau site est en vigueur depuis 2000. Suite à l'obtention du certificat, la Régie s'est engagée à créer un fonds de post-fermeture et d'y confier des contributions dont la valeur totale devra être équivalente à la valeur que représentera la somme de 800 000 \$ actualisée par indexation au 1er janvier de chacune des années comprises dans la période allant du début des opérations de l'aire d'agrandissement jusqu'à l'année où il sera mis fin à l'exploitation de cette aire d'enfouissement, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada, tels que compilés par Statistique Canada.

La R.I.E.D.S.B.M. s'est engagée à verser à deux municipalités membres, sur une période de dix ans échéant en 2013, une somme totale de 15 000 \$ pour des travaux d'entretien et d'amélioration du Rang St-Joseph.

La R.I.E.D.S.B.M. s'est engagée d'après une entente de services professionnels pour le traitement des déchets dangereux échéant en 2011 à verser une somme approximative totale de 5 805 \$ durant cette période.

La R.I.E.D.S.B.M. s'est engagée d'après une entente de services professionnels pour l'obtention d'un certificat d'autorisation au niveau des cellules 17 et 18 échéant en 2011, à verser une somme approximative totale de 13 075 \$ durant cette période.

La R.I.E.D.S.B.M. s'est engagée, d'après une entente d'acquisitions d'infrastructures pour le projet de la mise à niveau du système de traitement des lixiviats échéant en 2011, à verser une somme approximative totale de 287 874 \$ durant cette période.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville cautionne le fonds de développement Farnham-Rainville pour un montant de 818 620\$ et Le Service ambulancier Farnham inc. pour un montant de 160 000\$.

La Ville est d'avis que ce cautionnement n'aura aucune incidence importante sur la situation financière de la ville.

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

19. Données budgétaires

L'état des résultats consolidé et l'état de la variation des actifs nets (dette nette) consolidé comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

20. Ligne de crédit

La Ville de Farnham dispose d'une ligne de crédit de 3 000 000 \$. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel (3 % au 31 décembre 2010).

La R.I.E.D.S.B.M dispose d'une ligne de crédit de 100 000 \$. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel (3 % au 31 décembre 2010).
au taux préférentiel

21. Risques environnementaux

Les opérations de la R.I.E.D.S.B.M sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la R.I.E.D.S.B.M. opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur à l'exception d'une infraction pour laquelle le plan de correction est déjà entrepris. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception du coût de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Reclassement

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice écoulé.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 602 142	1 224 866
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	1 923 768	1 262 797
Montant à pourvoir dans le futur	3 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	(5 406 227)	(1 090 399)
Investissement net dans les éléments à long terme	34 325 767	29 428 217
	32 445 450	30 825 481
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté		
- Surplus ancien Farnham	7 16 373	229 886
- Surplus affecté nouvelle ville	8 383 544	412 708
- R.I.E.D.S.B.M.	9 634 339	242 198
- Surplus ancien Rainville	10 61 961	61 961
-	11	
-	12	
-	13	
	14 1 096 217	946 753
Réserves financières		
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	21 664 417	151 926
Fonds parcs et terrains de jeux	22 71 006	71 304
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	
Société québécoise d'assainissement des eaux	24 895	1 581
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25 90 491	90 491
Fonds d'amortissement	26	
Financement des activités de fonctionnement	27	
Autres		
-	28 742	742
-	29	
-	30	
-	31	
	32 827 551	316 044
	33 1 923 768	1 262 797

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () (
Intérêts sur la dette à long terme	35 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () (
Régimes non capitalisés	37 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () (
Autres	39 () (
Régimes non capitalisés	40 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () (
Autres		
-	42 () (
-	43 () (
	44 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	
Investissements à financer	46 (	5 406 227) (
	47	(5 406 227) (1 090 399)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	40 517 955
Propriétés destinées à la revente	49	1 223 107
Prêts	50	280 737
Placements à titre d'investissement	51	235 887
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53	42 257 686
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	11 340 339
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (	4 040 903) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () (
	58	7 299 436
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	632 483
	60	7 931 919
	61	34 325 767

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

1- DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÉGIME: 1er janvier 1973

2- DATE DE LA RETRAITE

A) Retraite normale: 65 ans

b) Retraite facultative: 60 ans

c) Retraite anticipée: à compter de 55 ans. La rente est alors réduite de .5% par mois entre l'âge atteint et la date de la retraite facultative.

3- CRÉANCE DE RENTE

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est égal à la somme des éléments suivants:

a) Cols bleus (catégorie 1) et cols blancs (catégorie 4)

. Pour les années de service reconnues antérieures au 1er janvier 1988, le plus élevé de i) et ii):

i) la somme de 1, 2 et 3):

1. une rente annuelle telle qu'apparaissant en annexe;

2. pour le participant actif en date du 1er janvier 1990, une rente annuelle telle qu'apparaissant en annexe du texte du régime, créditée suite à l'amélioration du régime au 1er janvier 1990 égale à 10.33% de la rente annuelle accumulée au 1er janvier 1988 pour les participants de la catégorie 4;

3. pour le participant actif en date du 1er janvier 1993, une rente annuelle telle qu'apparaissant en annexe créditée suite à l'amélioration du régime au 1er janvier 1993 égale à 5.97% de la rente annuelle accumulée au 1er janvier 1988 pour les participants de la catégorie 4.

ii) la somme de 1,2,4 et 5.

1. pour les années de service reconnues au 1er janvier 1973, une rente annuelle telle qu'apparaissant en annexe du texte du régime.

2. pour le participant actif en date du 1er janvier 1996, une rente annuelle telle qu'apparaissant en annexe du texte du régime, créditée suite à l'amélioration du régime au 1er janvier 1996 égale à 13.79% de la rente annuelle mentionnée au point 1 ci-dessus pour les participants de la catégorie 1;

3. pour le participant actif en date du 1er janvier 1999, une rente annuelle telle qu'apparaissant en annexe du texte du régime, créditée suite à l'amélioration du régime au 1er janvier 1999 égale à 10% de la rente annuelle mentionnée au point 1 ci-dessus pour les participants de la catégorie 1;

4. pour le participant actif en date du 1er janvier 2002, une rente annuelle telle qu'apparaissant en annexe du texte du régime, créditée suite à l'amélioration du régime au 1er janvier 2002 égale à 17.0% de la rente annuelle mentionnée au point 1 ci-dessus pour les participants de la catégorie 1;

5. 1.85% du salaire final multiplié par les années de service reconnues postérieures au 31 décembre 1972 et antérieures au 1er janvier 1988 pour le participant de la catégorie

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1, et 2% du salaire final multiplié par les années de service reconnues postérieures au 31 décembre 1972 et antérieure au 1er janvier 1988 pour le participant de la catégorie 4.

. Pour les années de service reconnues postérieures au 31 décembre 1987 et antérieures au 1er janvier 1989, le plus élevé des montants suivants;

i) 2% du salaire final multiplié par ses années de service reconnues pour le participant de la catégorie 1 ou de la catégorie 4;

ii) la différence entre:

-2% du salaire pour cette année; et

-0.6% du salaire pour cette année jusqu'à concurrence maximum des gains admissibles pour cette même années.

. Pour les années de service reconnues postérieures au 31 décembre 1988 et antérieures au 1er janvier 2002, 2.0% du salaire final multiplié par ses années de services reconnues pour un participant de la catégorie 1 ou de la catégorie 4.

. Pour les années de service postérieures au 31 décembre 2001, 2.0% du salaire final multiplié par ses années de services reconnues pour un participant de la catégorie 1 ou de la catégorie 4.

b) Cadres (catégorie 3)

2% du salaire final multiplié par ses années des service reconnues.

La valeur actuelle de la rente normale relative aux années de service reconnues antérieures au 1er janvier 1990 doit être au moins égale aux cotisations salariales versées avant cette date et accumulées avec intérêts.

4. PRESTATION ACCESSOIRE

Tout participant actif de catégorie 3 ou 4 qui prend sa retraite après avoir atteint les critères de retraite facultative recevra une prestation de raccordement dont le montant est établi en multipliant le nombre d'année de service reconnu au 1er janvier 2008, ou à la date de la cessation de service si antérieure, par 0.7% de salaire au 1er janvier 2005.

5. PRESTATION EN CAS DE CESSATION DE SERVICE

Rente différée à la date de la retraite normale. Il est possible de recevoir sa rente à compte de 55 ans. Toutefois, la rente sera réduite de 0.5% par mois entre l'âge atteint et l'âge auquel la retraite facultatif aurait été atteinte.

6. PRESTATION DE DÉCÈS AVANT LA RETRAITE

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

7. PRESTATION DE DÉCÈS APRÈS LA RETRAITE

a) cols bleus

La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire jusqu'à ce que 60 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

b) Cadres et cols blancs

La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

8. INVALIDITÉ

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité de longue durée.

Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

9. RÈGLE DU 50% (COTISATIONS EXCÉDENTAIRES)

Lors de la cessation de service ou du décès après deux années de participation au régime ou lors de la retraite, les cotisations versées par un participant, après le 31 décembre 1989, ne peuvent financer plus de 50% de la valeur de toute prestation relative à la participation après cette date. L'excédent, le cas échéant, est ajouté à la prestation et identifié comme cotisations excédentaires.

10. COTISATIONS

a) Cotisations salariales

Chaque participant en service verse une cotisation salariale égale à 5% de son salaire.

b) Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

Également, l'employeur s'engage à verser à la caisse de retraite une cotisation ne pouvant être inférieure à la somme des cotisations salariales des participants plus 1% de la masse salariale, et ce, pour les employés cols bleus, cols blancs, cadres et adjoints à un cadres.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 (1 385 400)	(217 400)
Cotisations versées par l'employeur	6 (1 385 400)	217 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 9 113 600	9 330 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (7 129 600)	(7 173 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 1 984 000	2 156 900
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 1 984 000	2 156 900
Provision pour moins-value	13 (1 984 000)	(2 156 900)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 292 000	274 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 292 000	274 600
Cotisations salariales des employés	22 (112 700)	(92 800)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 179 300	181 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 329 900	485 700
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 (1 772 900)	(309 300)
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 (1 263 700)	358 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 425 100	414 800
Rendement espéré des actifs	34 (546 800)	(555 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 (121 700)	(140 800)
Charge de l'exercice	36 (1 385 400)	217 400

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 425 100	414 800
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (546 800)	(555 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (121 700)	(140 800)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 760 700	310 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 9 379 600	9 225 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 4,00 %	4,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 3,00 %	3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	()
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

R.I.E.D.S.B.M.

Régime de retraite collectif à gestion assistée

- La charge de la R.I.E.D.S.B.M. correspond aux cotisations versées calculées au taux de 5.5 % du salaire brut régulier des employés.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>13 375</u>	<u>13 618</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>5 235</u>	<u>4 349</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	14 998	14 679
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>14 998</u>	<u>14 679</u>
98	<u>14 998</u>	<u>14 679</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	11 340 339
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	5 406 227
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	895
Débiteurs	9	4 040 903
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	12 704 768
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	12 704 768
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	12 704 768
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	6 285 900	6 080 847	5 875 378
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			243 115
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	83 900	118 871	30 347
Activités de fonctionnement	6	342 600	394 061	191 785
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	6 712 400	6 593 779	6 340 625
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	640 600	612 593	620 396
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	667 300	633 543	614 836
Matières résiduelles	13	446 000	456 972	449 975
Autres				
-Cours d'eau	14		14 020	1 635
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		27 804	
Service de la dette	18	47 800	51 032	47 035
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 801 700	1 795 964	1 733 877
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 801 700	1 795 964	1 733 877
	26	8 514 100	8 389 743	8 074 502

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			401
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			401
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	93 900	84 718	84 501
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	220 400	198 122	209 917
	35	314 300	282 840	294 418
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	314 300	282 840	294 819
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	286 200	298 407	295 795
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	41 200	39 430	57 682
Taxes d'affaires	44			
	45	327 400	337 837	353 477
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	641 700	620 677	648 296

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53		1 200	355 988
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	56 500	54 838	54 838
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	40 000	114 819	114 819
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	81 300	198 600	198 600
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	107 100	75 366	75 366
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	284 900	444 823	355 988

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			4 289 412
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94	26 300		
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 220 000	118 614	118 614
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106		15 000	15 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	500 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	500 000	127 544	127 544
Traitement des eaux usées	109	300 000	107 678	107 678
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	160 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	2 706 300	368 836	368 836
				4 289 412

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	337 100	349 866	300 244
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	337 100	349 866	300 244
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 328 300	1 163 525	4 945 644

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	93 000	110 848	110 848
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	93 000	110 848	110 848
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157	206 000	214 579	214 579
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	206 000	214 579	590 185
206 000				463 139
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175	13 000	13 301	13 301
	176	13 000	13 301	13 301
13 000				13 993
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	15 000	15 000	15 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180	15 000	15 000	149 327
15 000				169 479
Réseau d'électricité	181			
	182	327 000	353 728	863 661
327 000				770 360

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	2 200	12 570	6 508
Sécurité publique	184	13 300	7 814	11 100
Transport				
Réseau routier	185	800	49 575	49 575
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			11 750
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			11 316
Hygiène du milieu	191	18 900	85 164	517 098
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193		44 209	52 620
Loisirs et culture	194	187 800	230 854	224 042
Réseau d'électricité	195			
	196	223 000	430 186	831 818
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	550 000	783 914	1 602 178
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	27 300	43 256	43 952
Droits de mutation immobilière	199	180 000	308 666	204 256
Droits sur les carrières et sablières	200		63 925	63 925
Autres	201			
	202	207 300	415 847	248 208
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	61 500	68 504	52 742
INTÉRÊTS	204	62 000	99 785	132 545
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		6 172	284
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		25 000	37 600
Gain (perte) sur cession de placements	207			7 731
Contributions des promoteurs	208		13 004	54 544
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211		151 310	82 023
	212		195 486	182 182

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement				
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	231 300	215 251	10 458	225 709	234 799	237 576
Application de la loi	2	24 000	17 189		17 189	17 189	24 007
Gestion financière et administrative	3	354 900	336 884	13 263	350 147	420 760	424 692
Greffe	4	228 700	224 783	2 742	227 525	227 525	261 895
Évaluation	5	108 400	116 588		116 588	116 588	63 986
Gestion du personnel	6	48 700	48 180		48 180	48 180	38 571
Autres	7	296 600	284 081	22 686	306 767	306 767	296 733
	8	1 292 600	1 242 956	49 149	1 292 105	1 371 808	1 347 460
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	963 700	958 926	4 470	963 396	963 396	880 018
Sécurité incendie	10	502 500	505 434	139 305	644 739	644 739	656 357
Sécurité civile	11	6 200	31 398		31 398	31 398	4 362
Autres	12	30 700	30 107		30 107	30 107	31 918
	13	1 503 100	1 525 865	143 775	1 669 640	1 669 640	1 572 655
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	526 000	588 506	485 185	1 073 691	1 073 691	944 907
Enlèvement de la neige	15	451 100	385 612	31 704	417 316	417 316	411 265
Éclairage des rues	16	112 800	117 796	17 322	135 118	135 118	142 913
Circulation et stationnement	17	60 300	58 995	12 621	71 616	71 616	98 992
Transport collectif							
Transport en commun	18	27 700	27 734		27 734	27 734	24 600
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	152 400	137 078		137 078	137 078	141 386
	22	1 330 300	1 315 721	546 832	1 862 553	1 862 553	1 764 063

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	690 200	616 815	177 843	794 658	833 112
Réseau de distribution de l'eau potable	24	271 700	267 659	73 377	341 036	317 939
Traitement des eaux usées	25	494 900	374 303	231 428	605 731	637 496
Réseaux d'égout	26	220 300	233 022	128 632	361 654	399 990
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	159 300	158 986	24 515	183 501	187 634
Élimination	28	146 800	121 819		788 626	781 362
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	40 300	72 868		80 493	76 195
Tri et conditionnement	30	69 400	65 173		65 173	
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33				7 528	59 408
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	14 000	10 016		10 016	74 365
Protection de l'environnement	38				33 526	24 668
Autres	39	43 900	29 180		29 180	28 895
	40	2 150 800	1 949 841	635 795	2 585 636	3 421 064
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	73 000	43 411		43 411	71 552
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	73 000	43 411		43 411	71 552
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	327 400	270 200	3 741	273 941	269 196
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	145 000	125 380		125 380	78 218
Tourisme	49	17 200	7 147		7 147	7 417
Autres	50	472 600	494 317	9 348	503 665	578 357
Autres	51	151 800	121 245		121 245	104 260
	52	1 114 000	1 018 289	13 089	1 031 378	1 037 448

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	84 300	64 693	64 693	64 693	74 086
Patinoires intérieures et extérieures	54	338 100	378 435	378 435	378 435	405 023
Piscines, plages et ports de plaisance	55	118 100	89 968	89 968	89 968	122 726
Parcs et terrains de jeux	56	386 600	416 771	416 771	416 771	325 573
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	88 100	75 938	75 938	75 938	96 259
Autres	59	71 900	68 934	254 393	323 327	177 184
	60	1 087 100	1 094 739	254 393	1 349 132	1 200 851
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					192
Bibliothèques	62	98 000	96 617	3 413	100 030	249 586
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	82 900	86 132	159	86 291	66 455
	66	180 900	182 749	3 572	186 321	316 233
	67	1 268 000	1 277 488	257 965	1 535 453	1 517 084
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	547 300	381 591		381 591	260 990
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	12 000	4 600		4 646	15 190
	73	559 300	386 191		386 237	276 180
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	1 466 441	1 646 605	(1 646 605)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Ville de Farnham. Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Ville de Farnham a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le rapport sur le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. (1)

(1) Comptable agréé auditeur permis no 9503

DATE 2011-05-16

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-16 08:36:36

Dernière modification : 2011-05-16 08:36:36

Réservé au ministère

32 445 450	1 456 663	7 289 087	1,3376
------------	-----------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>8 389 743</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>8 389 743</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	8 389 743
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>8 389 743</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 072 852		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	27 804		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>1 100 656</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>7 289 087</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>538 863 300</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>551 010 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>544 936 900</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>7 289 087</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>544 936 900</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="6"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 763 000	1 578 538	644 643
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 404 000	1 059 290	381 072
Usines et bassins d'épuration	3	178 500	25 671	25 671
Conduites d'égout	4	1 648 000	1 825 681	640 003
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			72 036
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	228 700	381 877	1 030 693
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8			23 039
Aires de stationnement	9	60 000	84 091	84 091
Parcs et terrains de jeux	10	607 000	639 243	53 082
Autres infrastructures	11	255 468	349 311	528 698
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 200 000	39 997	180 140
Édifices communautaires et récréatifs	14	21 100	12 146	554 630
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	28 000	20 739	157 724
Ameublement et équipement de bureau	18	85 000	102 983	28 503
Machinerie, outillage et équipement divers	19	372 732	118 427	248 003
Terrains				
Autres	21	276 000	95 252	139 708
	22	10 127 500	6 333 246	4 542 266

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 578 538	644 643
Usines de traitement de l'eau potable	24		1 059 290	381 072
Usines et bassins d'épuration	25		25 671	25 671
Conduites d'égout	26		1 825 681	640 003
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27			
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			
	31		4 489 180	1 665 718

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	12 161 800	24	47	835 200	70		11 326 600
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25	48		71		
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	19 097	26	49	5 358	72		13 739
Organismes municipaux	4		27	50		73		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28	51		74		
Autres	6		29	52		75		
	7	12 180 897	30	53	840 558	76		11 340 339
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31	54		77		
Réserves financières et fonds réservés	9	1 579	32	55	684	78		895
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	937 996	33	56	48 407	79		889 589
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	7 018 533	34	57	609 581	80		6 408 952
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35	58		81		
	13	7 958 108	36	59	658 672	82		7 299 436
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	4 222 789	37	60	181 886	83		4 040 903
Organismes municipaux	15		38	61		84		
Autres tiers	16		39	62		85		
Autres	17		40	63		86		
	18	4 222 789	41	64	181 886	87		4 040 903
Prêts	19		42	65		88		
	20	4 222 789	43	66	181 886	89		4 040 903
	21	12 180 897	44	67	840 558	90		11 340 339
Déduire								
Dettes en cours de refinancement	22		45	68		91		
	23	12 180 897	46	69	840 558	92		11 340 339

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1				29 681
Évaluation	2				
Autres	3	32 500	32 534	32 534	
Sécurité publique					
Police	4	1 300	1 276	1 276	
Sécurité incendie	5	5 000	4 967	4 967	4 956
Sécurité civile	6				3 470
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	27 700	27 734	27 734	24 600
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	10 400	10 373	10 373	11 152
Cours d'eau	13	7 000	7 016	7 016	6 654
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				71 552
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	10 100	10 052	10 052	10 888
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	76 700	76 711	76 711	59 202
Autres	21	8 700	8 664	8 664	8 496
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	179 400	179 327	179 327	230 651

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	10,00	11	35	18	624 847	28	144 930	38	769 777
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	17,05	13	35	20	479 364	30	93 648	40	573 012
Cols bleus	4	23,13	14	40	21	1 149 169	31	325 834	41	1 475 003
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	5,06	16	35	23	223 808	33	22 377	43	246 185
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	55,24			25	2 477 188	35	586 789	45	3 063 977
Élus	9	7,00			26	118 893	36	17 582	46	136 475
	10	62,24			27	2 596 081	37	604 371	47	3 200 452

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	63 772	53
Traitement des eaux usées	50	53 839	54
Réseaux d'égout	51	55	58
			59
			127 544
			107 678

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	17 189	27		53	17 189	79		105	17 189	131	
Évaluation	2	116 588	28		54	116 588	80		106	116 588	132	
Autres	3	1 109 179	29	49 149	55	1 158 328	81	12 570	107	1 145 758	133	9 619
	4	1 242 956	30	49 149	56	1 292 105	82	12 570	108	1 279 535	134	9 619
Sécurité publique												
Police	5	958 926	31	4 470	57	963 396	83		109	963 396	135	
Sécurité incendie	6	505 434	32	139 305	58	644 739	84	118 661	110	526 078	136	11 366
Sécurité civile	7	31 398	33		59	31 398	85		111	31 398	137	
Autres	8	30 107	34		60	30 107	86		112	30 107	138	
	9	1 525 865	35	143 775	61	1 669 640	87	118 661	113	1 550 979	139	11 366
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	588 506	36	485 185	62	1 073 691	88		114	1 073 691	140	738
Enlèvement de la neige	11	385 612	37	31 704	63	417 316	89		115	417 316	141	19 718
Autres	12	176 791	38	29 943	64	206 734	90		116	206 734	142	
Transport collectif	13	27 734	39		65	27 734	91		117	27 734	143	
Autres	14	137 078	40		66	137 078	92	49 575	118	87 503	144	92 895
	15	1 315 721	41	546 832	67	1 862 553	93	49 575	119	1 812 978	145	113 351
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	616 815	42	177 843	68	794 658	94	217 579	120	577 079	146	15 930
Réseau de distribution de l'eau potable	17	267 659	43	73 377	69	341 036	95	13 505	121	327 531	147	9 008
Traitement des eaux usées	18	374 303	44	231 428	70	605 731	96		122	605 731	148	
Réseaux d'égout	19	233 022	45	128 632	71	361 654	97	13 506	123	348 148	149	16 930
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	280 805	46	24 515	72	305 320	98		124	305 320	150	
Matières recyclables	21	138 041	47		73	138 041	99		125	138 041	151	
Autres	22		48		74		100	40 000	126	(40 000)	152	
Cours d'eau	23	10 016	49		75	10 016	101		127	10 016	153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154	
Autres	25	29 180	51		77	29 180	103	15 153	129	14 027	155	
	26	1 949 841	52	635 795	78	2 585 636	104	299 743	130	2 285 893	156	41 868

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	43 411	172		187	43 411	202		217		43 411	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159		174		189		204		219			234
	160	43 411	175		190	43 411	205		220		43 411	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	270 200	176	3 741	191	273 941	206		221		273 941	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237
Promotion et développement économique	163	626 844	178	9 348	193	636 192	208		223		636 192	238
Autres	164	121 245	179		194	121 245	209	57 511	224		63 734	239
	165	1 018 289	180	13 089	195	1 031 378	210	57 511	225		973 867	240
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 094 739	181	254 393	196	1 349 132	211	245 854	226		1 103 278	241
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	96 617	182	3 413	197	100 030	212		227		100 030	242
Autres	168	86 132	183	159	198	86 291	213		228		86 291	243
	169	1 277 488	184	257 965	199	1 535 453	214	245 854	229		1 289 599	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	8 373 571	186	1 646 605	201	10 020 176	216	783 914	231		9 236 262	246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 333 246	4 277 371
Frais de financement	4		177 697
Autres	5		
	6	6 333 246	4 455 068

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 210 116	378 092
Redressement aux exercices antérieurs	2	58 953	
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 269 069	378 092
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 057 773	892 389
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(1 563)
Activités d'investissement	6	(94 401)	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(637 300)	(58 802)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	326 072	832 024
Solde à la fin de l'exercice	11	1 595 141	1 210 116
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	1 020 599	1 487 647
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	1 020 599	1 487 647
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	190 596	190 529
Activités d'investissement	16	(559 066)	(789 157)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	637 300	58 802
Financement des investissements en cours	18		72 778
	19	268 830	(467 048)
Solde à la fin de l'exercice	20	1 289 429	1 020 599

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice		
	31	
	32	
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 (1 090 399)	(8 251 314)
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 (1 090 399)	(8 251 314)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 (4 315 828)	7 233 693
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	(72 778)
	41 (4 315 828)	7 160 915
Solde à la fin de l'exercice	42 (5 406 227)	(1 090 399)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 27 726 542	30 374 177
Redressement aux exercices antérieurs	44 104 333	
Solde redressé au début de l'exercice	45 27 830 875	30 374 177
Variation de l'exercice	46 5 052 061	(2 647 635)
Solde à la fin de l'exercice	47 32 882 936	27 726 542

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>950 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u>400 000</u>
	5	<u>1 350 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 350 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 90 491	2	3	4	5	6	7 90 491
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 90 491	16	17	18	19	20	21 90 491

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 9 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 9 <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 9 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

Eau	1	1 | 6 | 5	, | 0 | 0 \$
Égout	2	1 | 5 | 5	, | 0 | 0 \$
Eau et égout	3	| | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | |	, | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 1 | 3	, | 0 | 0 \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe de fonctionnement égout/aqueduc	,0400	1	Secteur Farnham
Taxe de fonctionnement entretien des fos	,0544	1	Secteur Rainville
Taxe de nivellement	,0400	1	Secteur Farnham
Taxe spéciale dette ex-ville Farnham	,0312	1	Secteur Farnham
Taxe sur les immeubles non résidentiels	2,2250	1	Secteur Farnham
Taxe sur les immeubles industriels	2,2650	1	Secteur Farnham
Taxe sur les immeubles non résidentiels	2,1500	1	Secteur Rainville
Taxe sur les immeubles industriels	2,1500	1	Secteur Rainville

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7	264 929 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8	216 635 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	\$	
b) autres formes d'aide	12	15 000 \$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	338 510 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 477 rue de l'Hôtel-de ville
 (no) (rue)
Farnham J2N 2H3
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 293-3178
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 293-2989
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@ville.farnham.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Julie laguë

Téléphone (450) 293-3326 225
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 293-2989
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jlague@ville.farnham.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom SAMSON BELAIR/DELOITTE & TOUCHE sencrl

Titre COMPTABLES AGÉÉS

Adresse 149 Desjardins est
 (no) (rue)
Farnham J2N 2W6
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 293-5327
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 293-2817
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel anadeau@deloitte.ca

Responsable du dossier Alain Nadeau, C.A.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1

2

3

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-16 08:36:36

Dernière modification : 2011-05-16 08:36:36

Réservé au ministère

32 445 450

1 456 663

7 289 087

1,3376

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Farnham _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 456 663 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 7 289 087 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-16 08:36:36

Dernière modification : 2011-05-16 08:36:36

Réservé au ministère

32 445 450	1 456 663	7 289 087	1,3376
------------	-----------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)